

Comment le Qatar use de son influence dans le monde

Obsédé par son influence, l'émirat du Golfe essaie par tous les moyens de s'attirer de la sympathie et des alliances.

PAULINE HOFMANN

Le Qatar est-il allé un pas trop loin ? Depuis vendredi dernier, des perquisitions et des inculpations visent des eurodéputés, leurs assistants, un ancien eurodéputé et un responsable de syndicat dans une affaire de corruption qui entoure l'émirat du Golfe. Le pays est suspecté d'avoir voulu s'acheter des opinions favorables et d'influencer des votes au Parlement européen. Le Qatar déploie un réseau d'influence mondiale, dont la corruption, si elle est avérée, ne serait que la partie criminelle de l'iceberg.

Ces dernières années, et encore plus à quelques mois du coup d'envoi du Mondial, l'émirat a redoublé d'efforts pour redorer son blason en Europe, où fusent les critiques sur les droits des travailleurs migrants, les droits humains et l'environnement. Des représentants du Qatar, comme le CEO de Qatar 2022 ou même l'émir lui-même (dans une interview au *Point*), ont fait valoir les arguments du régime dans les médias : l'émirat serait devenu une des têtes de pont du droit du travail dans la région, les efforts seraient incommensurables... voire les critiques contre le Qatar seraient téléguignées par ses ennemis dans le Golfe, ou une manifestation de racisme.

Des invitations tous frais payés

Le Qatar s'estime incompris. Alors, il travaille à changer cela. « Il y a au Qatar une tradition anglo-saxonne très présente », pointe Nabil Ennasri, docteur en sciences politiques et coauteur de *L'empire du Qatar, le nouveau maître du jeu ?* avec Raphaël Le Magoaric. « Le mot *lobbying*, qui est un gros mot dans le champ lexical français, ne l'est pas dans le monde anglo-saxon. Dans des grandes organisations poreuses à ces manœuvres, à des procédés peu scrupuleux, comme la Fifa, cette habitude a flirté avec les limites de la légalité. Elle s'est aussi développée dans d'autres cercles », continue le chercheur.

Pour s'assurer un réseau et des alliances, le Qatar pratique une « diplomatie des sommets ». Il a l'habitude d'inviter à Doha, tous frais payés, à de grands événements internationaux, comme le Forum de Doha ou encore le World Innovation Summit for Education, le Davos de l'enseignement. « Un réseau se noue à la faveur de ces événements : des cadres dirigeants, des intellectuels, des journalistes, des lobbyistes, des *think tanks* qui échangent pendant les dîners », souligne Nabil Ennasri, qui a participé à une des éditions du Forum de Davos.

Le député Ecolo Samuel Cogolati ou encore Els Van Hoof (CD&V), présidente de la commission Relations extérieures à la Chambre, ont raconté à *L'Echo* avoir refusé des invitations émanant du pays du Golfe. Le député confirme au *Soir* avoir été approché quatre fois en 2022 et invité à séjourner dans des hôtels cinq étoiles. Quentin Müller, journaliste et auteur de *Les esclaves de l'homme-pétrole*, a aussi été approché. « On m'a invité à aller au Qatar, tous frais payés, pour écrire des articles positifs sur le pays. A cette époque, le Qatar essayait de changer le discours ambiant et de trouver des journalistes français pour faire ce travail. C'est de la propagande », raconte-t-il sur cet épisode qu'il détaille dans son livre. Au printemps 2021, il a été invité à rencontrer un homme travaillant au Comité national des droits humains, une organisation proche du régime, au luxueux hôtel Peninsula, à Paris. En échange de ses ar-



Le ministre qatari du Travail, Ali ben Samikh Al-Marri, s'est rendu à plusieurs reprises à Bruxelles cette dernière année.

© CAPTURE D'ÉCRAN EUROPAPARL

tics, il aurait été rémunéré. Il a refusé la proposition.

Un ancien lobbyiste désavoué

Comme d'autres pays, le Qatar engage une batterie de lobbyistes, qui tentent de faire valoir ses arguments. Ces derniers mois, le lobbyiste franco-algérien Tayeb Benabderrahmane a fait la une des journaux. Il a été pris dans un scandale entourant le PSG, accusé d'avoir voulu nuire au patron qatari du Paris Saint-Germain, Nasser al-Khelaïfi. De son côté, il a porté plainte pour séquestration et torture ainsi qu'extorsion et complicité, après avoir été emprisonné pendant plusieurs mois au Qatar en 2020. Selon *Le Monde*, il aurait été embauché pour soutenir les positions qataries pendant le blocus organisé par ses voisins du Golfe. Il a notamment publié un article dans la revue *Défense nationale*, qui défend le point de vue du Qatar contre ses (ex-)ennemis saoudiens et émiratis.

Une autre lobbyiste, Sihem Souid, organise les voyages de presse et poste sur son site internet des photos en compagnie des hommes et femmes politiques qu'elle rencontre. Elle parle publiquement de son travail de communicante, comme dans une récente interview à *Politico*. Selon le quotidien *L'Equipe*, elle aurait été visée par une tentative de décredibilisation de la part de concurrents lobbyistes. *Le Soir* s'est rendu au Qatar en 2019 dans le cadre d'un de ces voyages de presse organisé par l'agence de *lobbying* Edile Consulting, soulignant notamment le hiatus entre la communication officielle et la réalité décrite par des travailleurs migrants.

Dans un genre plus prestigieux, l'émirat s'est aussi payé les services de l'ancien international britannique David Beckham, qui n'a eu de cesse d'apparaître dans les événements, des interviews pour faire la pub du Mondial de l'émirat.

« Un lobbying pas limité aux conversations classiques »

Dans les couloirs des institutions internationales, comme tous les pays, le Qatar pousse sa diplomatie. Le ministre qatari du Travail, Ali ben Samikh Al-Marri, a multiplié les déplacements au Parlement européen, mais aussi auprès des institutions belges, ces derniers mois.

De nombreuses voix critiques ra-

content des pressions. Dans son livre *Still work to be done (Encore du pain sur la planche)*, le syndicaliste belge Luc Cortebeek décrit une intense campagne de *lobbying* auprès de l'Organisation internationale du travail (OIT), un organe de l'ONU. « La stratégie était la même que celle suivie par le Bahreïn quelques années plus tôt et les autres pays qui entrent dans le collimateur du système de contrôle de l'OIT la suivent souvent. D'abord, ils nient ou minimisent le problème et, si cela s'avère insuffisant, ils annoncent une nouvelle législation et tentent de faire preuve de bonne volonté.

Ceux qui mettent le problème à l'ordre du jour de l'OIT sont accusés de le faire pour des motifs politiques ou sont dénoncés comme mandataires d'opposants politiques. Au cours des deux dernières décennies, le mot « terroriste » n'était jamais très loin. (...) Le *lobbying* qatari ne s'est pas limité aux arguments de fond ou aux conversations classiques dans les couloirs ou au bar des délégués. Pendant les sessions, les délégués qataris ont convoqué sans vergogne des membres individuels du conseil d'administration dans la salle de réunion. »

« Diplomatie de la Rolex »

Mais au-delà de ces tentatives d'influencer les prises de parole, assez classiques dans les institutions internationales, le Qatar pratique une « diplomatie de la Rolex », offre facilement des cadeaux à plusieurs milliers d'euros à ses interlocuteurs. Le journaliste français Christian Chesnot évoque même une hiérarchie dans le degré de luxe de la Rolex en fonction du pouvoir de « l'interlocuteur ». Le Federal Register américain, registre administratif officiel, décrit jusqu'en 2019 les cadeaux du Qatar : des montres de luxe, des iPhones... Un général de l'armée s'est

ainsi vu offrir une Rolex à 15.000 dollars, qu'il a ensuite remise aux autorités fédérales. L'ancien procureur général Ali ben Fetais Al-Marri, depuis en disgrâce dans l'émirat, était coutumier de la pratique.

« Il y a, au Qatar, une coutume de l'hospitalité qui peut dérapier en un phénomène de transaction collusive quand elle est portée à son paroxysme », pointe Nabil Ennasri. « Dans la tradition des pays du Golfe, vous avez le devoir d'honorer votre hôte, de lui donner la meilleure place, de le récompenser d'une forme de cadeau. »

Pourquoi multiplier, tous azimuts, les méthodes d'influence ? Tout pays cherche à défendre ses intérêts. Mais pour le Qatar, cela a tourné à « l'obsession », estime Nabil Ennasri. Le pays s'assure des alliances de tous bords et protège sa réputation. Entouré par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, qui ont été des moteurs dans un lourd blocus économique et frontalier qui a frappé l'émirat, le Qatar se sent constamment sous la menace de ses voisins. Pour contrer ce sentiment de menace, il veut (et a réussi) à se rendre incontournable sur la scène internationale. Par le sport, mais aussi militairement (avec la base américaine d'Al-Udeid) et diplomatiquement (comme le montre le rôle pivot qu'il a joué dans l'évacuation d'Afghanistan). Le Qatar est un petit pays, très riche, dont la richesse est inversement proportionnelle à sa vulnérabilité.

« Le pays a eu un impératif de survie, une obsession de sortir de l'ornière, il a voulu maximiser ses alliances et trouver ses soutiens, faire la démonstration qu'il était capable de résilience », continue Nabil Ennasri. Le Qatar a voulu devenir un acteur irremplaçable de la mondialisation, le centre du monde depuis sa petite péninsule. Il est devenu. Mais à quel prix ?



Il y a, au Qatar, une coutume de l'hospitalité qui peut dérapier en un phénomène de transaction collusive quand elle est portée à son paroxysme

Nabil Ennasri

Docteur en sciences politiques

